

**PROGRAMME INDICATIF DE COOPÉRATION  
(2012-2016)**

**GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG**

**ET**

**RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**



## **TABLE DES MATIÈRES**

### **CHAPITRE 1 : CADRE GÉNÉRAL DES RELATIONS ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL**

- 1.1. Les objectifs, principes et stratégies de la Coopération luxembourgeoise
- 1.2. Le Document de politique économique et sociale (DPES 2011-2015) du Sénégal
- 1.3. Les objectifs du Programme indicatif de coopération 2012-2016
- 1.4. L'historique et les principaux accords bilatéraux entre le Luxembourg et le Sénégal

### **CHAPITRE 2 : DIAGNOSTIC**

### **CHAPITRE 3 : AXES STRATÉGIQUES**

- 3.1. Les modalités d'intervention
- 3.2. Les secteurs prioritaires
- 3.3. La concentration géographique
- 3.4. Le renforcement des capacités et des institutions

### **CHAPITRE 4 : THÉMATIQUES TRANSVERSALES**

- 4.1. Le genre
- 4.2. La gouvernance, la démocratie participative, la décentralisation et la citoyenneté
- 4.3. L'environnement et le changement climatique

### **CHAPITRE 5 : COMPLÉMENTARITÉ, PARTENARIAT ET COHÉRENCE**

- 5.1. La complémentarité avec les programmes des autres donateurs
- 5.2. Le partenariat et les progrès en termes d'efficacité de l'aide
- 5.3. Analyse de la cohérence des politiques

### **CHAPITRE 6 : PROGRAMMATION ET SUIVI DU PIC**

- 6.1. Planification budgétaire et financière
- 6.2. Allocation indicative des ressources financières
- 6.3. Suivi-évaluation
- 6.4. Revue à mi-parcours
- 6.5. Fonds d'études et d'assistance technique

### **ANNEXES**

Annexe 1 : Dossier d'identification

Annexe 2 : Liste restreinte des indicateurs du DSRP II



## CHAPITRE 1: CADRE GÉNÉRAL DES RELATIONS ENTRE LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG ET LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL

### 1.1. Les objectifs, principes et stratégies de la Coopération luxembourgeoise

La Coopération luxembourgeoise au développement se place résolument au service de l'éradication de la pauvreté, notamment dans les pays les moins avancés. Ses actions se conçoivent dans l'esprit du développement durable compris dans ses aspects sociaux, économiques et environnementaux avec l'homme, la femme et l'enfant en son centre.

Les actions de la Coopération luxembourgeoise s'inscrivent prioritairement dans la mise en œuvre - d'ici 2015 - des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ainsi, les principaux secteurs d'intervention de la coopération relèvent du domaine social : la santé, l'éducation, y compris la formation et l'insertion professionnelles et le développement local intégré. Des initiatives pertinentes dans le domaine de la microfinance sont encouragées au niveau conceptuel et opérationnel.

Par souci d'efficacité et d'impact, la Coopération luxembourgeoise cible un nombre restreint de pays partenaires tout en mettant à profit les bénéfices d'une approche régionale et en tenant compte des situations de fragilité. L'esprit de partenariat, qui se traduit par le souci de l'appropriation des programmes et projets par les bénéficiaires, préside à la mise au point des programmes pluriannuels de coopération - les programmes indicatifs de coopération (PIC). Le choix des pays partenaires s'inspire de l'indice du développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et tient compte des considérations relatives à l'approche régionale et aux situations de fragilité.

En termes d'aide publique au développement (APD), la Coopération luxembourgeoise se place depuis l'an 2000 dans le groupe des pays industrialisés qui y consacrent plus de 0,7 pour cent de leur revenu national brut (RNB). En 2010, l'APD s'est chiffrée à quelque 304 millions d'euros, soit 1,05 pour cent du RNB. L'APD est mise en œuvre par les instruments de la coopération bilatérale, de la coopération multilatérale, de la coopération avec les organisations non gouvernementales (ONG) et de l'appui aux programmes.

L'APD luxembourgeoise comprend par ailleurs un important volet d'action humanitaire sous forme d'aide d'urgence pour répondre aux catastrophes humanitaires, aux catastrophes naturelles et à des conflits violents. Un volet « prévention » des catastrophes humanitaires ainsi qu'un volet « transition » entre une catastrophe humanitaire, la reconstruction et la reprise des activités de développement, font partie intégrante de cette forme d'intervention.

En parallèle, la Coopération luxembourgeoise est activement impliquée dans le débat et la mise en œuvre de nouveaux standards de qualité et d'efficacité de l'aide. Elle respecte les principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide (appropriation, harmonisation, alignement, gestion axée sur les résultats et responsabilité mutuelle) et le Programme d'action d'Accra, de même que les engagements pris dans le cadre du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail.

Depuis 2009, plusieurs stratégies sectorielles complètent la stratégie générale et les principes de la Coopération luxembourgeoise. Elles couvrent les principaux domaines d'action, à savoir : l'action humanitaire, l'agriculture et la sécurité alimentaire, le développement local, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la formation et l'insertion professionnelle, l'environnement et le changement climatique, le genre, la gouvernance, la microfinance, la santé et le renforcement des institutions et des capacités.



En matière de coopération au développement et d'action humanitaire la politique luxembourgeoise se caractérise par un effort constant et progressif, tant en quantité qu'en qualité, au bénéfice des populations les plus démunies. Elle est l'expression d'une solidarité internationale affirmée et confirmée et constitue en tant que telle un important vecteur de l'action extérieure du Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg.

## **1.2. Le Document de politique économique et sociale (DPES 2011-2015) du Gouvernement sénégalais**

Le Sénégal a initié en 2000, après l'adoption de son document intérimaire, un processus participatif de préparation d'une stratégie de réduction de la pauvreté fondée sur une croissance redistributrice et la satisfaction des besoins de base des populations pauvres.

Le consensus autour de cette stratégie met l'accent sur la nécessité d'une mobilisation des décideurs politiques, des acteurs nationaux et des partenaires au développement pour lutter contre la pauvreté et l'exclusion à travers l'établissement d'un lien étroit entre la réduction de la pauvreté, le progrès économique et le renforcement des capacités.

Du fait du processus participatif qui fonde leur légitimité, les deux premiers Documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP), couvrant respectivement les années 2003 à 2005 et 2006 à 2010, ont été le cadre de référence de toutes les interventions de tous les acteurs. Ils ont servi de base pour l'élaboration des plans sectoriels de développement et des programmes d'investissement.

Le cycle de coopération 2012-2016 s'ouvrira sur un contexte national caractérisé par une exigence plus forte de progrès sociaux pour les populations avec comme conséquence un réel effort de réduction des disparités dans l'accès aux services sociaux de base.

Le nouveau Document de politique économique et sociale (DPES 2011-2015), en cours de finalisation, qui succédera au deuxième DSRP, intégrera cette expression de la demande sociale. Il retient pour ce faire les trois axes stratégiques suivants :

- création d'opportunités économiques et de richesses pour la promotion d'emplois productifs et une transformation structurelle de l'économie ;
- accélération de l'accès aux services sociaux de base et de protection sociale, autonomisation et développement durable ;
- renforcement des principes fondamentaux de la bonne gouvernance et promotion des droits humains.

Si ce choix stratégique vise une inscription de l'économie dans une dynamique de croissance inclusive et viable, il devra son effectivité à l'existence de politiques publiques citoyennes et pro-pauvres. En tant que référentiel national, le DPES est le cadre dans lequel la coopération au développement avec le Sénégal doit s'inscrire.

La Coopération luxembourgeoise est de ce point de vue en cohérence avec le cadre stratégique posé et s'inscrit dans une approche contributive à la levée des défis majeurs retenus dans le DPES et dans les différentes politiques sectorielles des domaines de concentration du PIC III (par exemple, le Plan national de développement sanitaire 2009-2018 pour le secteur de la santé, ou encore le Programme national de développement local en matière de décentralisation et de développement local).



Le contexte programmatique national du Programme indicatif de troisième génération (PIC III) est caractérisé par le démarrage d'un nouveau cycle de planification du développement. Déjà en 2010 plusieurs programmes nationaux ont été clôturés et le chantier des nouvelles phases ouvert. En relation avec les engagements des hautes autorités du pays pour rattraper les retards dans l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) à l'horizon 2015, des options stratégiques ont été retenues pour les secteurs couverts par le PIC III.

### **1.3. Les objectifs du Programme indicatif de coopération 2012-2016**

La coopération au développement que le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg entretient avec le Gouvernement de la République du Sénégal vise à appuyer les efforts du Sénégal pour l'atteinte des OMD. A ce titre, elle doit contribuer à la réalisation des politiques nationales du Sénégal dans les secteurs qui seront couverts par le PIC III. Elle s'inscrit dans l'application des principes et directives internationales et européennes en matière d'aide publique au développement (APD).

Les leçons apprises de la mise en œuvre du PIC II et la nécessité de renforcer l'appropriation nationale amènent, dès l'entame de l'identification du PIC III, à intégrer l'application des directives internationales en matière de gestion de l'APD dans la réflexion et la formulation du contenu des axes du futur programme de coopération. Le souci de l'efficacité de l'aide au développement, tel que décliné dans la Déclaration de Paris, le Code de conduite européen en matière de division du travail et le Programme d'action d'Accra doivent être au cœur du dispositif de pilotage. Les constats issus des revues du PIC II et la quête de durabilité imposent : (i) une attention plus marquée à l'émergence d'un leadership national (appropriation nationale) et (ii) une contribution à l'instauration de la culture de la maintenance et de la gestion durable des infrastructures et des équipements.

Le PIC 2012-2016 s'inscrit dans la continuité du PIC 2007-2011. Son objectif principal est la réduction de la pauvreté et le développement durable du Sénégal. Le programme vient en appui au Document de Politique Economique et Sociale (DPES) élaboré par le Gouvernement sénégalais et les interventions programmées sont alignées sur les objectifs stratégiques de ce document et sur les différentes politiques sectorielles des domaines couverts. Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines constitue le fil conducteur de ces interventions. Le PIC met également l'accent sur la bonne utilisation des ressources et la bonne gouvernance, conditions indispensables à la réalisation des objectifs que les deux pays se sont fixés.

### **1.4. Historique et principaux accords bilatéraux entre le Luxembourg et le Sénégal**

Les relations de coopération bilatérale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal datent de la fin des années 1980, époque à laquelle le Luxembourg a participé, dans une intervention conjointe avec l'Union européenne, à un projet de rénovation et d'extension de l'hôpital de Saint-Louis. Elle s'est renforcée en 1993 lorsque le Gouvernement luxembourgeois a décidé d'intégrer le Sénégal dans sa liste de pays partenaires privilégiés et par la signature d'un Accord général de coopération en 1998.

Avec l'inauguration officielle de la Mission de la Coopération du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, au Sénégal en janvier 2001, le Luxembourg a établi sa première représentation directe sur le continent africain avec l'objectif de se rapprocher des populations cibles et de renforcer l'efficacité et la visibilité de la coopération entre les deux pays.

En avril 2002, un accord instituant une Commission de partenariat entre les deux pays est signé et le premier Programme indicatif de coopération (PIC I) est adopté. Il couvre la période comprise entre 2002 et 2006. Le deuxième PIC, signé en 2007 à Dakar, couvre la période comprise entre 2007 et 2011.



#### ***1.4.1. Les principaux accords bilatéraux***

Les relations de coopération entre la République du Sénégal et le Grand-Duché de Luxembourg sont régies par les documents juridiques suivants :

- l'Accord général de coopération signé en 1998 ;
- l'Accord instituant une Commission de partenariat entre les deux pays conclu en avril 2002 ;
- les Programmes indicatifs de coopération qui servent d'instruments de pilotage et de suivi de la coopération ;
- les Protocoles d'accords relatifs à l'exécution des différents programmes et projets.

#### ***1.4.2. Le Programme indicatif de coopération 2002-2006***

Le PIC I Sénégal, signé le 26 janvier 2003, était doté d'une enveloppe de 34,5 millions d'euros. La concentration géographique englobait l'axe géographique Dakar - Saint-Louis et les secteurs d'intervention retenus étaient : (i) l'éducation et la formation des ressources humaines, (ii) la santé et (iii) l'accès à l'eau potable et l'assainissement.

Dans le cadre des interventions, la priorité était donnée à la satisfaction des besoins des groupes les plus vulnérables, avec une attention particulière portée aux femmes, aux enfants et aux jeunes, ainsi qu'aux populations rurales, connaissant un accès limité aux services sociaux de base.

#### ***1.4.3. Le Programme indicatif de coopération 2007-2011***

Le PIC II Sénégal était le résultat du dialogue entre les Gouvernements sénégalais et luxembourgeois. Ses objectifs se basaient sur les expériences antérieures et s'inséraient dans le cadre des options définies par le Gouvernement sénégalais avec comme principal cadre de référence le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté, celui des objectifs du Millénaire pour le développement et celui de la politique luxembourgeoise de coopération au développement.

Signé le 26 janvier 2007 à Dakar, le PIC II était doté d'une enveloppe de 53,3 millions d'euros et se concentrait géographiquement sur les régions de Matam, Saint-Louis, Louga et Thiès. Il ciblait prioritairement (i) l'enseignement technique, la formation professionnelle (ETFP) et l'insertion socio-professionnelle, (ii) la santé de base, (iii) l'hydraulique villageoise et l'assainissement et (iv) la bonne gouvernance et l'appui à la société civile.

Par ailleurs, le PIC II prenait en compte les thématiques transversales de la bonne gouvernance locale, de la démocratie participative, de la décentralisation et de la citoyenneté, du genre et de l'environnement.

## **CHAPITRE 2: DIAGNOSTIC**

Un rapport d'identification des contenus stratégiques du PIC III a été élaboré. Ce rapport présente la zone d'intervention du PIC III et fait un diagnostic de l'évolution de la situation en rapport avec les secteurs d'intervention du PIC II. Il se penche également de façon plus détaillée sur la mise en œuvre du PIC II. Il définit le contenu stratégique des programmes sectoriels retenus pour la période 2012-2016. Ce rapport d'identification, qui est partie intégrante du PIC III et qui figure en annexe, précise le contexte de la mise en œuvre et la ventilation des ressources retenue pour les cinq prochaines années.

Le rapport d'identification a été élaboré suite à de larges concertations avec la partie sénégalaise et le produit final a été validé par les services techniques compétents des deux Gouvernements.



La liste restreinte des indicateurs du DSRP II, qui figure en annexe 2 à la présente (version du 15 septembre 2011) permet enfin de dresser un bilan chiffré complet de l'évolution de la situation au Sénégal par rapport aux objectifs nationaux de développement fixés dans ce document.

### CHAPITRE 3: LES AXES STRATÉGIQUES

#### **3.1. Les modalités d'intervention**

Selon les besoins, la Coopération luxembourgeoise au Sénégal fait appel à différentes modalités de coopération – bilatérale, multilatérale, décentralisée et avec les organisations non gouvernementales (ONG). Ces modalités peuvent être combinées au sein d'un même programme ou secteur. La complémentarité entre les différentes modalités et les synergies entre les activités sont encouragées afin d'améliorer la cohérence et l'efficacité du programme de coopération.

Ce PIC introduit la possibilité du recours à des accords de partenariat spécifiques et à la coopération déléguée lorsque les conditions le permettent. La gamme des activités et les modalités d'intervention seront progressivement adaptées pour mieux se conformer aux critères de l'approche programme et de l'efficacité de l'aide en général.

##### ***3.1.1. La coopération bilatérale***

La coopération bilatérale constitue la principale modalité d'intervention de ce programme. Elle est mise en œuvre à travers :

- la collaboration directe entre la Coopération luxembourgeoise et les autorités sénégalaises compétentes ;
- l'appui, par l'intermédiaire de l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar (Bureau de la Coopération luxembourgeoise), à des microprojets élaborés ou mis en œuvre par des institutions et des organisations de base sénégalaises ;
- l'assistance technique ;
- l'aide humanitaire.

##### ***3.1.2. La coopération multilatérale***

Le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal reconnaissent le bien-fondé de l'aide multilatérale et sa contribution à l'efficacité de l'aide, en particulier pour lutter contre la pauvreté et accélérer l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement. Au Sénégal, les partenaires multilatéraux sont notamment le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA), le Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), le Bureau International du Travail (BIT), l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI), l'entité des Nations Unies pour l'Égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONUFEMMES) et le Fonds d'Équipement des Nations Unies (FENU). Leurs actions sont complémentaires aux interventions mises en œuvre à travers la coopération bilatérale.

Le Sénégal et le Luxembourg reconnaissent la contribution importante de la coopération multilatérale et encouragent la coordination, la cohérence et la complémentarité entre les différentes interventions bilatérales et multilatérales dans la bonne mise en œuvre des programmes du PIC. Les pays retiennent de valoriser les opportunités de complémentarité des actions multilatérales et bilatérales dans le PIC en allouant environ 15% de l'enveloppe totale à des projets soutenus techniquement par les agences du système des Nations Unies.



### ***3.1.3. La coopération avec les organisations non gouvernementales***

La Coopération luxembourgeoise encourage les ONG luxembourgeoises à s'associer de préférence à des ONG locales compétentes pour mettre en œuvre leurs activités. Si elle contribue au financement des ONG luxembourgeoises déjà actives au Sénégal, elle soutient aussi les organisations de la société civile sénégalaise et régionale.

### ***3.1.4. L'appui aux programmes***

L'appui aux programmes concerne les opérations, y compris financières, liées au déploiement de ressources humaines au service de la coopération au développement. Il comprend, entre autres, les volontaires, les experts associés auprès des Nations Unies (junior professional officers) et les jeunes experts auprès des délégations de l'Union européenne, les agents de la coopération, les coopérants et assimilés, les stagiaires et les boursiers.

### ***3.1.5. La coopération déléguée***

Le PIC III accueille, avec l'accord du Sénégal, une délégation de coopération de la Belgique dans le secteur de l'enseignement technique et de la formation professionnelle et cède en retour le secteur de l'hydraulique et de l'assainissement rural. L'opérationnalisation de ce principe a permis de limiter les champs d'intervention active de la coopération et d'approfondir les relations dans les secteurs où elle intervient.

## **3.2. Les secteurs prioritaires**

Les secteurs sélectionnés pour le PIC 2012-2016 sont regroupés autour des trois axes majeurs que sont (i) l'enseignement technique, la formation professionnelle et l'insertion socio-professionnelle, (ii) la santé de base et (iii) la décentralisation, la gouvernance locale et l'éducation citoyenne. La plupart des activités de ce programme s'inscrivent dans la continuité des activités du PIC II.

**Axe 1 – Enseignement technique, formation et insertion professionnelles :** Ce programme vise à lutter contre le chômage des jeunes et à accroître la performance de l'économie nationale par la production d'une main-d'œuvre qualifiée. La contribution du programme pendant la période 2012-2016 sera de rendre opérationnelle la réforme pédagogique de l'enseignement technique et de la formation professionnelle (ETFP) par l'implantation de l'approche par les compétences (APC) dans les régions couvertes, de réduire la disparité de l'accès à la formation professionnelle par l'intégration de l'apprentissage rénové dans le système national de formation professionnelle et de renforcer la dynamique d'insertion professionnelle des jeunes.

**Axe 2 – Santé de base, y compris la santé de la reproduction :** Le programme de santé de base vise à développer les actions concourant à réduire les retards du Sénégal dans l'atteinte des OMD 4 et 5. Le PIC II a fortement amélioré l'accès géographique aux points de prestations de soins, le PIC III s'attachera à renforcer l'utilisation des services et la durabilité des investissements par une bonne mobilisation des acteurs autour de la mise en œuvre des quatre objectifs du nouveau Plan national de développement sanitaire (PNDS) (2009-2018).

**Axe 3 – Décentralisation, gouvernance locale et éducation citoyenne :** Ce programme vise à soutenir la mise en œuvre de la gouvernance locale telle que retenue par le programme national de développement local (PNDL). Le programme de coopération 2012-2016 vise la mobilisation des acteurs principaux de la gouvernance locale que sont les populations, les collectivités locales et l'État autour d'une prise en charge effective du développement local. Cet axe sera mis en œuvre par les trois acteurs majeurs que sont les instances de la décentralisation, les services déconcentrés de l'État et les organisations de la société civile sénégalaise.



La formulation du troisième PIC intervient sur un fait marquant, qui est l'acceptation de l'offre de coopération déléguée faite par le Sénégal et la Belgique en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle, ainsi que du principe de la délégation à la Belgique d'une partie de l'intervention luxembourgeoise en matière d'hydraulique et d'assainissement en milieu rural. Les activités déléguées à la partie belge visent à consolider et étendre les efforts entrepris dans le cadre du PIC II en matière d'accès à l'eau et à l'assainissement en milieu rural. En complément à cette délégation, un appui institutionnel continuera à être fourni par la Coopération luxembourgeoise aux instances publiques sénégalaises en charge de l'hydraulique et de l'assainissement en milieu rural.

Le troisième PIC comprend donc des secteurs de coopération active et des secteurs de coopération silencieuse, qui seront exécutés en coopération déléguée.

### **3.3. La concentration géographique**

Le choix des zones d'intervention du PIC 2012-2016 répond à la volonté de consolider et de pérenniser les progrès déjà réalisés dans le cadre du PIC II et continue dès lors de cibler les régions Nord du Sénégal, à savoir les régions de Louga, Saint-Louis et Matam pour les trois secteurs d'intervention du PIC III. Dans le secteur de l'enseignement technique, de la formation et de l'insertion professionnelles des jeunes, la zone de couverture est étendue aux régions du centre du Sénégal, à savoir Fatick, Diourbel, Kaffrine et Kaolack (en vue de la reprise des activités relevant de ce secteur et déléguées par la Belgique au Luxembourg), tandis que les activités pilotes en matière de santé de la reproduction des adolescents et des jeunes visent également certains centres urbains de la région de Thiès.

D'une façon générale, comme c'était le cas pour le PIC II, une attention particulière est portée au développement d'une approche à rayonnement national à travers une dimension structurante des interventions du PIC III, sous-tendue par une participation au dialogue politique et aux cadres partenariaux pour la pérennisation des acquis.

### **3.4. Le renforcement des capacités et des institutions**

Le renforcement des capacités institutionnelles et humaines est un objectif de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide et l'un des principaux enjeux du développement. Ce thème est donc présent à divers degrés dans tout le programme. Sont principalement ciblés : les administrations telles que la Direction de la Planification et du Suivi de la réforme du Ministère de l'Enseignement technique et de la Formation professionnelle (axe 1) ; la Cellule d'appui et de suivi du Plan national de développement sanitaire du Ministère de la Santé, de l'Hygiène publique et de la Prévention (axe 2) ; le Secrétariat exécutif du Programme national de développement local du Ministère de la Décentralisation et des Collectivités locales (axe 3), pour des interventions visant à la fois la performance et l'efficacité des structures et celle des individus qui s'y rattachent, y compris au niveau déconcentré et décentralisé. A ces institutions, chargées principalement de l'administration des politiques nationales sous-tendant les trois axes majeurs du PIC III, s'ajoutent les services en charge de l'hydraulique et de l'assainissement en milieu rural, la Direction de la Coopération Economique et Financière qui assure la coordination nationale et le pilotage stratégique du PIC et la Direction de la Dette et de l'Investissement au sein du Ministère de l'Economie et des Finances.

## **CHAPITRE 4: LES THÉMATIQUES TRANSVERSALES**

Les stratégies de la Coopération luxembourgeoise sur le genre, la gouvernance démocratique et l'environnement ainsi que les lois, stratégies et programmes spécifiques du Sénégal portant sur ces questions servent d'orientation à l'intégration de ces thèmes dans les interventions financées dans le cadre de ce PIC. Le dialogue politique, y compris lors des Commissions de partenariat, est une étape nécessaire à l'identification des axes de coopération et au traitement des questions particulièrement sensibles.



#### **4.1. Le genre**

L'égalité homme-femme, l'autonomisation et le renforcement des capacités des femmes sont indispensables à l'obtention de résultats en matière de développement et à la réalisation des objectifs ultimes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide, à savoir : augmenter les effets de l'aide sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, consolider la croissance, renforcer les capacités et accélérer les avancées vers les objectifs du Millénaire pour le développement.

Le Luxembourg reconnaît les avancées de l'arsenal législatif du Sénégal en matière de parité et de promotion du Genre. Ensemble avec la stratégie « Genre » de la Coopération luxembourgeoise, ce dispositif législatif sénégalais sert d'orientation. Le PIC III prend en compte cette dimension dans le programme d'appui à la décentralisation en soutenant la mise en œuvre du projet de la gouvernance locale sensible au Genre (GELD) conçu par ONUFEMMES et localisé dans la région de Louga. Un volet éducation et formation à la participation au développement exécuté par une organisation de la société civile sénégalaise est retenu dans le programme d'appui à la décentralisation et à l'éducation citoyenne. Une fiche d'intégration du genre accompagne tous les documents de projet de la Coopération luxembourgeoise.

#### **4.2. La gouvernance, la démocratie participative, la décentralisation et la citoyenneté**

La stratégie « Gouvernance pour le développement » de la Coopération luxembourgeoise et les lois, règlements et stratégies du Gouvernement sénégalais en la matière servent de référence à la prise en compte de la gouvernance, de la démocratie participative, de la décentralisation et de la citoyenneté dans les interventions financées par la Coopération luxembourgeoise. Les deux parties s'engagent à promouvoir :

- l'information et la participation aux systèmes socio-économiques et politiques des citoyens, tout en portant une attention particulière aux groupes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants et les minorités ethniques ;
- les dynamiques sociales et culturelles susceptibles de promouvoir la démocratie ;
- le processus de décentralisation, notamment à travers le renforcement des capacités et de la gouvernance locale ;
- la responsabilité du gouvernement central et des autorités locales ;
- la gestion durable des ressources naturelles.

#### **4.3. L'environnement et le changement climatique**

Le Protocole de Kyoto (1997), l'objectif 7 du Millénaire pour le développement (2000) et l'Accord de Copenhague (2009) forment le cadre politique et stratégique en matière d'environnement et de changement climatique. Les deux parties s'engagent à promouvoir les politiques en faveur du développement durable, de la préservation des ressources naturelles et de la biodiversité, de l'adaptation aux changements climatiques et de la réduction des risques de catastrophes.

Les deux parties favorisent les interventions qui génèrent le plus de bénéfices environnementaux et sociaux. A cet égard, la stratégie « Environnement et changement climatique » de la Coopération luxembourgeoise, les cadres légaux et réglementaires sénégalais et les politiques et stratégies du Gouvernement du Sénégal servent d'orientation. Le recours à une évaluation environnementale stratégique ou à des études spécifiques d'impact environnemental est recommandé avant d'intervenir sur ces thèmes.



La Coopération luxembourgeoise peut aider le Sénégal à identifier, formuler et mettre en œuvre des interventions dans le cadre des efforts d'adaptation aux incertitudes climatiques. Elle appuie les autorités pour introduire des technologies, procédés et biens respectueux de l'environnement et à faible émission de gaz à effet de serre. Au besoin, elle peut financer une aide technique et financière pour identifier et formuler des projets dans le cadre des mécanismes de développement propres. La Coopération luxembourgeoise veille à mieux intégrer les considérations écologiques et climatiques dans la politique d'acquisition. Le transfert de technologies, l'accès à l'information et la collaboration avec des centres de recherche peuvent être envisagés à cet effet.

## CHAPITRE 5: COMPLÉMENTARITÉ, PARTENARIAT ET COHÉRENCE

### **5.1. La complémentarité avec les programmes des autres donateurs**

Ce PIC tient compte à divers degrés des principes du Code de conduite de l'Union européenne sur la complémentarité et la division du travail dans la politique de coopération. Tout d'abord, le programme se concentre sur trois secteurs pour lesquels la Coopération luxembourgeoise a un avantage comparatif: la formation et l'insertion professionnelles, la santé de base et la décentralisation. Le Gouvernement du Sénégal considère que ces secteurs sont stratégiques pour la réduction de la pauvreté, entre autres parce qu'ils créent des conditions favorables à l'emploi des jeunes.

Par ailleurs, le Luxembourg a accepté d'endosser le rôle de chef de file dans le secteur de la formation professionnelle à partir de 2010.

### **5.2. Le partenariat et les progrès en termes d'efficacité de l'aide**

Les orientations de coopération au développement fixées entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République du Sénégal doivent encourager la mise en œuvre des grands principes de la Déclaration de Paris et le Programme d'Action d'Accra (2008).

- **L'appropriation** : Les actions retenues dans le PIC sont des réponses à des demandes ressorties d'un processus d'identification participatif et inclusif et une traduction des politiques et stratégies nationales existantes au Sénégal. En tant que réponse à une demande nationale, l'appropriation du résultat ne devrait pas connaître de difficultés majeures. En plus, au plan opérationnel, les actions menées par le PIC II et leur continuation dans le PIC III connaissent une adhésion des bénéficiaires finaux qui en facilite l'appropriation nationale. Le programme de la décentralisation du PIC III aura pour extrant la préparation des collectivités à s'approprier leur développement.
- **L'alignement** : Les actions financées par la Coopération luxembourgeoise répondent aux demandes exprimées par le Sénégal et reposent sur les politiques nationales régissant les secteurs d'intervention retenus pour la période 2012-2016. Les efforts portent sur le renforcement des capacités et des institutions sénégalaises par le biais d'actions compatibles avec les stratégies nationales et sur un recours accru à de l'expertise disponible localement ou dans la région. Dans la mesure où ils répondent aux critères internationaux de transparence et de bonne gestion, les systèmes et procédures nationaux sont utilisés et les structures parallèles de gestion laisseront progressivement la place à un appui direct aux institutions nationales qui en feront la demande.
- **L'harmonisation** : Le PIC III a été conçu dans le respect des dispositifs nationaux de suivi et de coordination des actions de développement. Il accorde une importance particulière à la coordination entre les différents partenaires techniques et financiers (PTF) présents dans les secteurs d'interventions retenus. Dans un souci de renforcer le leadership national, le PIC III s'attache à renforcer les capacités nationales de pilotage sectoriel des programmes qu'il couvre.



- **La gestion axée sur les résultats de développement (GRD)** : Les mécanismes d'échange d'information, de pilotage et de suivi existants, qui correspondent à la fois aux besoins du Sénégal mais également à ceux de l'ensemble de la communauté des donateurs, seront utilisés. A défaut, ils devront être mis en place en concertation avec l'ensemble des acteurs afin de garantir l'adhésion de tous.

Les deux parties s'engagent à appliquer les cinq principes de la GRD : (i) centrer le dialogue sur les résultats à toutes les étapes du processus, (ii) aligner la programmation, le suivi et l'évaluation sur les résultats, (iii) assurer la simplicité des méthodes de mesures et des rapports, (iv) axer la gestion sur l'obtention de résultats, (v) utiliser l'information sur les résultats pour l'apprentissage et la prise de décisions.

- **La responsabilité mutuelle** : les deux parties procèderont à des évaluations conjointes des progrès accomplis dans l'exécution des engagements concernant l'amélioration de l'efficacité de l'aide. Une revue à mi-parcours sera réalisée par un bureau d'études indépendant, choisi par les deux parties selon les procédures légales.

Dans l'esprit du Programme d'Action d'Accra, ce PIC encourage la participation accrue de la société civile à la gestion du développement et la responsabilisation des bénéficiaires directs de l'aide.

### **5.3. Analyse de la cohérence des politiques**

Les deux parties s'engagent à veiller à la cohérence de leurs politiques nationales afin de réaliser les objectifs de développement partagés et en vue d'éviter des impacts négatifs sur leurs activités de coopération.

Les politiques concernées en premier lieu sont : le commerce, l'environnement et le changement climatique, la sécurité, l'agriculture et la pêche, la dimension sociale de la mondialisation, l'emploi et le travail décent, les migrations, la recherche et l'innovation, la société de l'information, le transport et l'énergie.

Les autorités luxembourgeoises et sénégalaises s'engagent à s'informer mutuellement d'éventuelles incohérences dans le programme et prévoient d'en discuter à l'occasion de rencontres périodiques de dialogue politique. Elles conviennent de poursuivre les discussions sur les questions dont les réponses n'auront pas été trouvées dans les échanges entre leurs représentations impliquées dans le suivi opérationnel de la coopération, lors des Commissions de partenariat.

## **CHAPITRE 6: PROGRAMMATION ET SUIVI DU PIC**

### **6.1. Planification budgétaire et financière**

Ce PIC bénéficie d'un budget indicatif de 67,9 millions d'euros pour la période couvrant la durée du programme (2012-2016). Ce budget permet de financer les actions décidées d'un commun accord dans le respect des priorités du DPES du Sénégal. Les engagements et les déboursments sont étalés sur les cinq années du PIC. Sont comptabilisés : les engagements financiers que la Coopération luxembourgeoise prend pendant la période 2012-2016 ainsi que les engagements en cours que les autorités sénégalaises et luxembourgeoises ont identifiés d'un commun accord. Les engagements seront déboursés dans la mesure du possible pendant les années 2012-2016 mais peuvent également être réalisés au-delà de cette période.

Les engagements pourront être adaptés en fonction de la mise en œuvre du programme, de l'évolution de l'aide publique au développement luxembourgeoise et de l'évolution de la situation politique au Sénégal.



## 6.2. Allocation indicative des ressources financières

Programme indicatif 2012-2016 (en EUR)	en cours	Nouveaux programmes	Total PIC III
<b>Coopération bilatérale</b>	<b>11.312.676</b>	<b>45.750.000</b>	<b>57.062.676</b>
<i>Santé de Base</i>	<i>3.852.439</i>	<i>14.800.000</i>	<i>18.652.439</i>
Réduction morbidité et mortalité MIJ		2.700.000	
Performance du système de santé		800.000	
Renforcement infrastructure durabilité		10.000.000	
Gouvernance sectorielle de la santé		1.300.000	
<b>Enseignement technique et formation professionnelle et insertion</b>	<b>6.633.734</b>	<b>17.400.000</b>	<b>24.033.734</b>
Reforme pédagogique		4.500.000	
Infrastructure		10.900.000	
Gouvernance ETFP		2.000.000	
<i>Coopération déléguée reçue de la Belgique<sup>1</sup></i>		<i>2.000.000</i>	
<b>Décentralisation Education citoyenne</b>	<b>826.503</b>	<b>5.850.000</b>	<b>6.676.503</b>
<i>Coopération déléguée eau assainissement rural (donnée à la Belgique)</i>		<i>2.000.000</i>	
<i>Appui déconcentration secteur eau et assainissement rural</i>		<i>5.000.000</i>	
<b>Soutien à l'exécution nationale</b>		<b>700.000</b>	
<b>Coopération multilatérale</b>		<b>8.600.000</b>	<b>8.600.000</b>
<i>Santé</i>		<i>3.850.000</i>	
<i>Insertion</i>		<i>2.650.000</i>	
<i>Décentralisation</i>		<i>2.100.000</i>	
<b>Appui à la société civile</b>		<b>2.050.000</b>	<b>2.050.000</b>
<i>Décentralisation</i>		<i>1.050.000</i>	
<i>Animation communautaire eau assainissement</i>		<i>1.000.000</i>	
<b>Fonds d'études &amp; d'assistance technique</b>	<b>246.070</b>	<b>3.930</b>	<b>250.000</b>
<b>TOTAL</b>	<b>11.558.746</b>	<b>56.403.930</b>	<b>67.962.676</b>

## 6.3. Suivi-évaluation

Le Ministère de l'Economie et des Finances, à travers la Direction de la Coopération économique et financière, du côté sénégalais, et le Ministère des Affaires étrangères, à travers la Direction de la Coopération au développement et l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar, du côté luxembourgeois, sont les organismes responsables du suivi et de l'évaluation du PIC III. Dans l'esprit de la Déclaration de Paris et du Programme d'Action d'Accra, les institutions sénégalaises techniques responsables des secteurs couverts par le PIC III participeront étroitement à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des activités des projets et programmes financés par la Coopération luxembourgeoise.

<sup>1</sup> Non comptabilisée dans le PIC



Le PIC III fera l'objet d'un bilan annuel dans le cadre des Commissions de partenariat qui se déroulent alternativement à Luxembourg et au Sénégal. Ces commissions sont organisées par la Direction de la Coopération économique et financière du Ministère de l'Economie et des Finances de la République du Sénégal ainsi que par la Direction de la Coopération au développement et l'Ambassade du Grand-Duché de Luxembourg à Dakar et associent les divers intervenants et bénéficiaires impliqués dans le programme. Un compte-rendu conjoint est élaboré sous la responsabilité du pays hôte. Au besoin, les deux parties conviennent de se rencontrer pour faire le point sur la réalisation du programme et pour adopter les mesures destinées à faciliter sa mise en œuvre. Indépendamment du bilan annuel, les projets et programmes du PIC font systématiquement l'objet d'évaluations internes et, le cas échéant d'évaluations externes.

#### **6.4. Revue à mi-parcours**

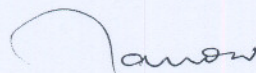
Le PIC III fait l'objet d'un bilan approfondi à l'occasion d'une revue à mi-parcours. Des mesures d'adaptation du programme peuvent être adoptées en fonction des conclusions et recommandations de cette revue. La revue à mi-parcours du programme est menée par un bureau d'études indépendant, sélectionné au terme d'un processus d'appel d'offres public soumis par la Direction de la coopération au développement. Les termes de référence de cette revue sont élaborés en collaboration avec les partenaires sénégalais et des réunions d'information ont lieu régulièrement, y compris au Sénégal. Les conclusions et recommandations de la revue à mi-parcours sont restituées au cours d'un atelier organisé au Sénégal auquel les deux parties sont invitées à participer. Celles qui sont conjointement jugées pertinentes, sont adoptées d'un commun accord.

#### **6.5. Fonds d'études et d'assistance technique**

Ce PIC comprend un fonds d'études et d'assistance technique pour financer, selon les besoins, des études de faisabilité, des analyses économiques, de genre, et/ou des analyses institutionnelles ou environnementales qui sont indispensables à la formulation des projets et programmes. Des missions d'identification et de suivi de projets peuvent également être financées à travers ce fonds. Enfin, dans les limites des moyens disponibles, le fonds peut soutenir l'effort des autorités sénégalaises pour mobiliser des financements additionnels auprès des instances luxembourgeoises et internationales (par ex. : Fonds Kyoto, fonds européens ou des Nations Unies).

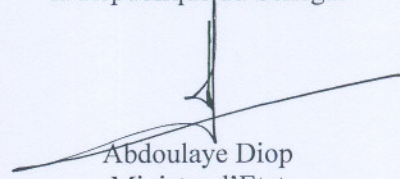
Dakar, le 26. 10. 2011

Pour le Gouvernement du  
Grand-Duché de Luxembourg



Marie-Josée Jacobs  
Ministre de la Coopération et de l'Action  
humanitaire

Pour le Gouvernement de  
la République du Sénégal



Abdoulaye Diop  
Ministre d'Etat  
Ministre de l'Economie et des Finances